

Les vues quotidiennes sur la sécurité économique de l'entreprise

Ces dernières années, confronté à une multitude de menaces potentielles allant du terrorisme et des virus informatiques à la fraude et au crime organisé, le monde est perçu par beaucoup comme de plus en plus dangereux. De ce fait, la sécurité retient davantage l'attention de plusieurs des pays du monde entier. Cela fait augmenter la demande de biens et de services dans ce domaine, ce qui donne naissance à une palette large et diversifiée d'activités économiques tant publiques que privées, qui composent l'économie de la sécurité émergente. C'est pourquoi aujourd'hui, la « sécurité » est devenue une question tout à fait centrale. Le terme «sécurité» a plusieurs définitions [1], parmi lesquelles on peut marquer:

- sécurité – l'état dans quelle importance vitale des intérêts privée, de la société, d'organisation, d'entreprise sont protégé de menaces potentielles et réelles;
- sécurité - l'état du système complexe, quand les influences des facteurs intérieurs et extérieurs ne réduisent pas a la dégradation et/ou impossibilité de fonctionnement et développement de ce système.

Maintenant la garantie de la sécurité est le problème essentielle pour tous les domaines d'activité sociale (table 1).

Table 1.

Types de la sécurité selon les domaines d'activité sociale

La Sécurité nationale	Il recouvre l'ensemble des instruments (institutions, activités et moyens) de nature civile et de nature militaire que met en œuvre un État pour protéger ses intérêts nationaux essentiels, en temps de guerre, en temps de crise comme en temps de paix, contre des risques et des menaces de toute nature, déclarés ou avérés tant à l'égard de la Nation que de l'Etat.
La sécurité civile	La sécurité civile est l'ensemble des moyens mis en œuvre par un État ou une organisation pour protéger des populations civiles, ainsi que leurs biens et activités, en temps de guerre, en temps de crise comme en temps de paix contre des risques et des menaces de toute nature, civile ou militaire.
La sécurité intérieure	La sécurité intérieure est l'ensemble des instruments que conçoit et met en oeuvre un Etat - ou une organisation - pour garantir la sécurité de la Nation, de l'Etat, de la population résidant sur le territoire sur lequel il exerce sa souveraineté, de leurs biens patrimoniaux et de leurs activités face à des menaces de nature criminelle relevant de la justice pénale.
La sécurité juridique	Ce sont les méthodes qui ont pour but de protéger les citoyens contre les effets secondaires négatifs des lois, et qui touchent à la cohérence des codes, lois, et règlements à l'intérieur du droit et de la structure juridique d'un pays.
La sécurité économique	On entend par sécurité économique l'ensemble des mesures visant à garantir un environnement économique sûr, équitable, et dynamique, propice aux innovations, aux investissements intérieurs et étrangers et à une croissance soutenue, ce qui assure à la population un niveau de vie élevé et en progression constante.
La sécurité des systèmes d'information	Ce sont les politiques et les procédures qui permettent d'éviter les intrusions (confidentialité), les incohérences (intégrité) et les pannes (disponibilité) des systèmes d'information, et qui définissent les règles d'authentification.
La sécurité privée	La sécurité privée inclut d'une part les sociétés militaires privées, d'autre part le gardiennage, la surveillance, le transport de fonds ou la protection physique des personnes à la demande et au bénéfice de particuliers ou de sociétés

Le vocable «sécurité économique» est, comme le concept qu'il dénote, relativement neuf. Il tente de décrire le kaléidoscope des activités dont l'objet est de prévenir ou d'atténuer le risque d'atteintes délibérées à la vie et aux biens.

Particulièrement actuel, ce vocable est devenu à partir de la crise financière de 2008. C'est une des manifestations de l'instabilité du capitalisme financier basé sur la transformation des actifs économiques en titres financiers sans réglementations adaptées à cette activité de titrisation. Cette crise s'accompagne de conséquences économiques majeures pour les entreprises auxquels de nombreux risques ont été transférés ces dernières années. Tous cela a provoqué de faire réussir des entreprises la nécessité de création du système de la sécurité économique. Ce système doit garantir a une entreprise fonctionnement de telles branches comme [2]:

La sécurité physique des locaux, du matériel et du personnel de l'entreprise peuvent faire l'objet d'un audit afin de définir les besoins et les orientations stratégiques à mettre en place pour mieux maîtriser les risques tels que vol, accident de travail, vandalisme, cambriolage, incendie, agression, intoxication, inondation... Une mauvaise approche de ce type de menaces peut avoir de multiples conséquences financières, humaines, pénales mais aussi en termes d'assurances ou encore de risque concurrentiel ;

La protection contre les fuites d'information, que les données soient sur un support papier, électronique ou divulguées via des conversations, doit aussi être mise en oeuvre. L'information dans l'entreprise en général peut être de trois types : de diffusion contrôlée, confidentielle et secrète, et en fonction du niveau de sensibilité de ces informations, il est nécessaire de prendre conscience de la probabilité qu'une menace se réalise et de son impact quantifié sur le fonctionnement de l'entreprise et la réalisation de ses objectifs. 60% de bon sens et 40% de technique permettent à toute entreprise de faire face aux fuites d'information intentionnelles ou non ;

La protection de la propriété intellectuelle qui est un patrimoine immatériel de l'entreprise et représente parfois des sommes plus importantes que ses investissements matériels, est souvent négligée ou méconnue par les entreprises. Les risques encourus sont d'enfreindre les droits d'un tiers, de voir ses propres droits enfreints par des tiers, de ne pas avoir de protection avec des conséquences telles que : atteinte à l'image de marque et à la réputation, amende, peine de prison, fermeture de l'entreprise, etc. Il est donc nécessaire pour toute entreprise de se protéger en enregistrant systématiquement toutes ses créations de l'esprit qu'il s'agisse de propriété industrielle, littéraire ou artistique via l'enregistrement de marque, brevet, dessin ou modèle auprès des autorités compétentes;

La lutte contre la piraterie et la contrefaçon qui relève d'une coopération entre l'entreprise et l'Administration des Douanes et Accises. Il s'agit ainsi pour l'entreprise : soit de déposer une plainte pénale ou de lancer une action en civil et de remplir un formulaire standard à tous les Etats membres de l'Union européenne délivré par l'Administration des Douanes et Accises en prouvant l'enregistrement du Droit de Propriété Intellectuelle (au niveau du Benelux, communautaire ou international). A l'issue de ces démarches administratives, la Douane sera en mesure d'agir ; soit de demander une procédure simplifiée qui consiste à détruire les marchandises sous surveillance douanière, moyennant l'accord écrit du détenteur des marchandises et le support financier de tous les frais;

Le "Business Continuity Management" ou les enjeux de la conduite du changement, notamment suite à la vente d'une société. L'entreprise doit prendre conscience que la résistance humaine au changement représente aujourd'hui le risque majeur auquel elle doit faire face, à un niveau bien supérieur de celui dû aux limites imposées par les systèmes par exemple. Les facteurs clés de succès dans la mise en oeuvre du changement sont donc la prise de conscience du besoin de changer, le partage de cette vision, l'engagement de la Direction, l'implication du personnel, l'intégration dans l'existant et la mesure de la performance, tant au niveau de l'organisation et des processus que des personnes ;

L'espionnage industriel qui se concrétise en général par le vol de secrets commerciaux et/ou l'appropriation de savoir-faire par des moyens illégaux. Au contraire de l'Intelligence Économique qui utilise des sources d'informations légales et professionnelles, l'espionnage industriel exploite des méthodes et moyens défendus par la loi pour s'approprier les secrets commerciaux de concurrents. La menace qui pèse donc sur les entreprises en terme d'espionnage industriel est bien réelle et lourde de conséquences.

La création du système de la sécurité économique de l'entreprise comme de l'ensemble des mesures de gestion et de protection; mesures technique, prophylactique et promotionnelle; va garantir la réalisation de protection des intérêts de l'entreprise contre des menaces intérieurs et extérieurs en temps utile.

Литература:

1. Заплатинский В. М. Терминология науки о безопасности. // Zbornik prispevkov z medzinarodnej vedeckej konferencie "Bezhecnostna veda a bezpecnostne vzdelenie". – Liptovsky Mikulas: AOS v Liptovskom Mikulasi, 2006.
2. <http://www.agefi.lu/mensuel/Article.asp?NumArticle=8953>